



Economie & Développement

BIMENSUEL D'INFORMATIONS ECONOMIQUES ET DE DEVELOPEMENT

Zoom sur le Togo emergent

N° 97 du 22 mars 2018 / PRIX 250 CFA AFRIQUE / 1EURO EUROPE

ONOMO
HOTEL LOME

www.onomohotel.com - onomo.lome@onomohotel.com
T : +228 22 53 63 00

RESTAURANT OUVERT 24/24

NAVETTE CONNECTÉE WIFI HAUT DÉBIT GRATUIT

LE RENDEZ-VOUS DE LOME



LA RÉVOLUTION DE L'ÉLECTRIFICATION RURALE AU TOGO

Le défi de l'électrification par le solaire: 20 000 ménages fin 2018 et 300 000 ménages à l'horizon 2022

Besoin d'électricité pour répondre aux simples besoins ruraux (éclairage, charge téléphone, radio, TV) en outre les plus élémentaires en matière d'éclairage domestique, de fonctionnement des réfrigérateurs ou d'irrigation, telles sont les priorités de nombreuses populations vivant dans les milieux reculés des capitales dans plusieurs pays africains. A l'instar de l'Agence internationale de l'énergie, qu'en 2040, 530 millions d'Africains n'auront d'autre choix que de recourir à l'électricité hors-réseau. Dans tout le continent, le challenge est considérable : 640 millions d'Africains n'ont pas accès à l'électricité...

P.2

L'UNION AFRICAINE FACE AUX DÉFIS DU LIBRE-ÉCHANGE

Le Togo « signe ». Le Nigéria «s'abstient » et refuse l'ouverture de son marché au reste du continent

P.7

FONDS VERT CLIMAT



Le programme-pays nécessite 1,570 milliards de dollars (US)

ASSURANCE MALADIE



L'INAM souhaite étendre la couverture maladie aux exclus du système

FORUM PRÉSIDENTIEL DE LA JEUNESSE



Les jeunes de la Région maritime font leur recommandation



REABONNEZ-VOUS ET GAGNEZ LA NOUVELLE CITROËN C3 AIRCROSS*

REABONNEZ-VOUS VITE ET GAGNEZ CHAQUE SEMAINE DE NOMBREUX LOTS*

CANALPLUS-AFRIQUE.COM

*Offre promotionnelle soumise à approbation préalable de l'ARAF. Voir règlement sur le site de Canal+ Afrique. Les images sont à titre illustratif.

22 22 65 65

LES BOUQUETS CANAL+

50 MILLIONS D'EUROS POUR LA CAMPAGNE DE NICOLAS SARKOZY

Entre l'alibi des tableaux de Guéant et la piste de l'argent libyen : C'est l'épreuve de vérité !

ECO FLASH

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La consommation de cigarettes a progressé de 52 % avec 300 000 décès en 2016

Le tabagisme progresse en Afrique subsaharienne. Selon l'Atlas du tabac, publié début mars par l'American Cancer Society et Vital Strategies, la consommation de cigarettes a ainsi augmenté de 52 % entre 1980 et 2016 en Afrique subsaharienne, en raison de la hausse de la population et d'un accroissement du taux de tabagisme. La prévalence du tabagisme, pour les hommes âgés de plus de 15 ans, est ainsi passée de 13 à 43,1 % en République du Congo et de 27,4 à 47,3 % en Mauritanie entre 2003 et 2015. Cette augmentation est rapide, selon le rapport, non seulement en raison « de la croissance des revenus et du prix plus abordable des cigarettes », mais également « de la stratégie de marketing agressif de l'industrie du tabac dans ces pays ». 93 % des pays d'Afrique subsaharienne n'ont pas mis en place une surveillance de la consommation de tabac en ligne avec les recommandations internationales. 300 000 décès étaient attribuables au tabac en 2016 en Afrique subsaharienne. Avec la croissance rapide de sa population et l'augmentation de l'espérance de vie, la hausse du nombre de fumeurs et le vieillissement de la population risquent de faire de l'Afrique l'un des continents les plus touchés par les maladies entraînées par le tabagisme ». Une des solutions à ce problème de santé publique pourrait passer par une hausse de la taxation du tabac. La hausse des droits d'accises de 1 dollar en parité de pouvoir d'achat pourrait générer 4 milliards de dollars. Certains pays vont d'ailleurs dans ce sens : la Cedeao a entamé des discussions en novembre dernier pour augmenter les taxes sur les produits du tabac, une mesure destinée à augmenter les revenus des États membres et à réduire la consommation dans la région.

.....

ELECTRIFICATION RURALE PROVES coûtera 1,5 milliards de FCFA en 2018 pour le gouvernement

Pour le compte de l'exercice budgétaire 2018, le ministère de l'Economie et des Finances prévoit engager environ 1,48 milliard de FCFA de dépenses afin d'intensifier l'électrification rurale décentralisée de 62 localités à partir du système solaire photovoltaïque. Ce projet, couvre les 5 régions économiques, et constitue la première des 3 phases prévues dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Valorisation de l'Energie Solaire (PROVES), dont le coût global est estimé à 80 milliards de FCFA. Fin 2018, l'électricité devrait être apportée à plus de 12 000 ménages ruraux au total. Ce projet a reçu l'approbation de la BOAD qui y participe à hauteur de 6 milliards de FCFA. Ledit projet bénéficie également du Fonds de Développement de l'Energie (FDE) de l'UEMOA, qui table sur 82% d'énergie verte dans l'union à l'horizon 2030. Le projet d'électrification rurale de 62 localités à partir du système solaire photovoltaïque, est partie intégrante des dispositifs mis sur pied par le gouvernement pour atteindre son objectif qui est de passer le taux d'électrification à 90% à l'horizon 2030.

LA RÉVOLUTION DE L'ÉLECTRIFICATION RURALE AU TOGO

Le défi de l'électrification par le solaire : 20 000 ménages fin 2018 et 300 000 ménages à l'horizon 2022

Besoin d'électricité pour répondre aux simples besoins ruraux (éclairage, charge téléphone, radio, TV) en outre les plus élémentaires en matière d'éclairage domestique, de fonctionnement des réfrigérateurs ou d'irrigation, telles sont les priorités de nombreuses populations vivant dans les milieux reculés des capitales dans plusieurs pays africains. A l'instar de l'Agence internationale de l'énergie, qu'en 2040, 530 millions d'Africains n'auront d'autre choix que de recourir à l'électricité hors-réseau. Dans tout le continent, le challenge est considérable : 640 millions d'Africains n'ont pas accès à l'électricité. Et pourtant, l'Afrique est un continent de soleil ! « Au sein de la CEDEAO, nous sommes des champions de l'ensoleillement ! Jusqu'ici, l'évolution contrastée du développement mondial ne nous a pas permis de tirer tous les profits de notre exposition quasi permanente au rayonnement solaire », a déclaré Faure Gnassingbé, président de la république togolaise au premier sommet de l'Alliance Solaire Internationale (ASI) en Inde le 11 mars dernier. Il en résulte ainsi qu'en Afrique de l'Ouest, 60% des populations rurales n'ont pas d'électricité.



La sous-région fait partie des dernières au monde en termes d'accès à l'énergie moderne », renchérit Yuri Lima Handem, coordinateur de la Cellule de facilité et d'appui à l'entrepreneuriat dans les énergies renouvelables (CERECEC) de la CEDEAO. Pour pallier à ce déficit, beaucoup de pays de l'Afrique subsaharienne ne ménagent aucun effort à faire recours aux énergies renouvelables ; Les panneaux photovoltaïques, les centrales photovoltaïques pour desservir les villages isolés. Le Togo, à cet effet, à de l'ambition de faire passer le taux d'électrification en zone rurale d'ici 5 ans de 7% à plus de 40%. Parmi les quinze États membres de la CEDEAO, dix n'ont pas atteint un taux d'électrification rurale de 20%, y figure le Togo. Dans le cadre de son programme «Sustainable Energy For All», la Banque mondiale a produit des données sur l'évolution de l'électrification rurale dans le monde, particulièrement en Afrique, en matière d'électrification rurale en zone CEDEAO, au Togo, le taux avoisine 16,3%. A l'analyse, l'on dirait le Togo souffre d'un déficit énergétique criard malgré les potentiels énergétiques (barrage hydroélectrique, le potentiel solaire). L'Etat togolais avec à sa tête Faure Gnassingbé qui fait de son quinquennat (2015-2020) le « social » a décidé se pencher sur la problématique du développement rural. L'accès à l'électricité devient une urgence ! Plusieurs projets et programmes sont mis ainsi à profit dont l'énergie solaire qui devrait contribuer à l'électrification rurale.

La volonté de la promotion de l'énergie solaire se traduit par Décret n° 2016-064-PR 11-05-2016 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'agence togolaise d'électrification rurale et des énergies renouvelables. Il s'agit pour le gouvernement de permettre à une frange importante des populations rurales et périurbaines d'avoir accès aux services énergétiques et dans la logique accroître le maillage électrique de le pays. Mobiliser plus facilement les res-

sources financières pour l'accélération de l'électrification en milieu rural et la promotion des énergies renouvelables deviennent des priorités pour la marche de la révolution de l'électrification rurale au Togo.

Action de l'aide internationale en appuie au solaire

Tout le monde est d'avis que la sécurité et la maîtrise d'une énergie durable sont

réellement un facteur de croissance économique de notre continent. L'énergie solaire devrait aider à changer radicalement la vie des populations qui y vivent et leur permettre de se développer économiquement. L'avancée du Togo vers les énergies renouvelables se trouve cependant considérablement freinée par de grandes difficultés de capital et de compétences. La plupart des projets d'énergie renouvelable d'une certaine ampleur sont extrêmement gourmands en capital et ne peuvent donc être entrepris aussi aisément que d'autres démarches écologiques comme l'agriculture biolo-



gique. C'est une réalité qui s'est vérifiée à de nombreuses reprises dans plusieurs projets d'énergie renouvelable initiés par plusieurs pays comme le Rwanda, le Sénégal, le Burkina Faso, le Ghana... Néanmoins, les partenaires financiers et techniques du Togo vont énormément contribuer à la réalisation de cette noble mission. Avec la signature entre l'UEMOA et la SABER (Société Africaine des Biocarburants et des Energies Renouvelables en 2013, le gouvernement a bénéficié d'études pour 10 000 lampadaires dans les 05 régions économiques. Ce soutien financier lui a permis l'électrification de 22 localités rurales, la construction de mini systèmes d'adductions d'eau potable et l'installation de lampadaires solaires dans les régions des Savanes, de la Kara, Centrale et des Plateaux. Grâce à la Saber, dont le siège est à Lomé, Faure Gnassingbé dans la continuité des initiatives de son mandat social le Togo a pu

inaugurer des centrales photovoltaïques expérimentales qui desserviront quatre localités (Takpapiéni dans la préfecture de l'Oti Sud, Assoukoko dans la préfecture de Blitta et Bavou dans la préfecture de l'Ogou et bientôt Kountoum dans la préfecture de Bassar.

Pour son second projet solaire d'envergure nationale, les autorités togolaises peuvent désormais compter avec l'entreprise britannique Bboxx, spécialisée dans les énergies renouvelables, qui prendra en charge la fourniture des équipements pour l'électrification des foyers, dans le cadre du projet CIZO. A travers le Fonds des énergies durables pour l'Afrique, géré par la Banque africaine de développement (BAD), elle a pu accorder au Togo un financement de 975 000 dollars qui serviront notamment au lancement du projet CIZO. Ce projet nécessitera au total 69 milliards de francs CFA, l'Etat togolais devrait débloquer pour sa part 8,7 milliards de francs et mobiliser la différence auprès des investisseurs privés. CIZO permettra, à l'horizon 2022, à plus de 2 millions de citoyens (soit environ 300 000 foyers) d'accéder à l'électricité par la fourniture de kits solaires individuels à coûts abordables. Les kits en mode Paygo sont destinés aux zones rurales éloignées du réseau et faiblement peuplées, en s'appuyant sur des technologies de paiement par téléphonie mobile. L'équipement installé permet à chaque ménage de charger cinq lampes, une télévision et une radio sur une batterie de 12 volts.

Le gouvernement togolais ayant ratifié l'accord cadre portant création de l'Alliance Solaire Internationale (ASI), adopté le 15 novembre 2016 à Marrakech trouve une ouverture de mobiliser des ressources financières pour la réalisation des programmes et projets d'énergie solaire. A cet effet, dans

le cadre de la promotion de l'accès des populations à l'électricité, l'ASI a décaissé une enveloppe de 1392.48 millions de dollars US pour financer 27 projets dans 15 pays membres. Le Togo s'en sort pour sa part avec une enveloppe de 40 millions de dollars US qui vont servir à donner de l'électricité à base de systèmes photovoltaïques à 350 localités. C'est suite à la participation le 11 mars dernier en Inde au sommet de l'ASI par le chef de l'Etat Togolais, Faure GNASSINGBE.

Le marché des kits solaires abonde

En ce moment, ce qui séduit les investisseurs nationaux et étrangers, ce sont les kits solaires, qui semblent plus faciles à mettre en place sur le marché. Les opérateurs économiques togolais ne sont pas du reste. Sur le marché, existe une kyrielle qui fait la promotion du solaire dont

la société PES Togo (Production Energie Solaire) spécialisée dans la promotion de l'énergie solaire et implantée. Elle met à la disposition des populations des produits électriques solaires (Batterie solaire, Lampe à Led, climatiseur...) depuis 10 ans ; « les énergies solaires et les énergies renouvelables sont les seules énergies de substitution après l'hydroélectrique », explique Souleman Nana, Directeur Général de PES Togo. De son côté le groupe pétrolier français Total Togo, depuis deux ans distribue des lampes et kits solaires « Awango », des solutions modernes, fiables et accessibles permettant l'éclairage et la recharge de petits appareils électriques tels que les téléphones portables. Faut-il le noter qu'un kit solaire, est un panneau solaire portable connecté à un boîtier auquel on peut brancher des ampoules LED, charger un téléphone ou encore regarder la télévision. Ce processus transforme le quotidien: les familles arrêtent d'acheter des piles électriques ou des lampes à pétrole et de payer quelqu'un pour charger les téléphones en ville. De plus, c'est une technologie avec paiement par petites sommes, il est donc quasiment indolore pour les populations d'adopter un kit so-

laire. « La nuit, la maison est éclairée, les enfants peuvent apprendre, ma femme je vends même chaque soir sous les lampadaires solaires. Je ne constate que cela participe tout simplement au développement de notre village », se réjouit, Jean de Dieu, enseignant à l'EPP Djeméni (115 km de la capitale), dont le village a bénéficié du projet de la Saber dans la préfecture de Haho. Cependant, selon Tristan Kochoyan, ingénieur Génie électrique, « le marché des kits solaires n'ira jamais plus loin qu'une utilisation réservée aux petits appareils. Dire qu'on fait de l'accès à l'électricité en distribuant ces kits, c'est un peu dire "je fais de l'accès à la santé" en distribuant des pansements. C'est une solution de transition en attendant que le réseau national arrive, mais elle ne permettra pas aux villages de se développer ». Mais la floraison d'initiatives laisse Thierry Barbaut perplexe : « Pour le moment, il n'est pas concevable d'électrifier l'Afrique uniquement avec des énergies vertes. On ne pourra pas fournir de l'électricité à tous de manière convenable. », dit l'expert, pour qui « la priorité serait d'adapter les solutions aux réalités du terrain ».

La sous-estimation de la maintenance corrective entraîne une baisse de production

La maintenance d'une installation photovoltaïque est essentielle pour assurer une productivité et une efficacité maximales. Il est important d'exhorter les gouvernements à prendre en charge cette partie souvent négligée. Les exemples des lampadaires électriques défectueux sont légions dans la plupart des villages pour cause de la non maintenance durant des semaines voire des mois. Une chose est de faire la promotion des panneaux solaires et kits, mais les autorités doivent veiller au grain pour que les projets solaires puissent servir véritablement aux populations. Bien qu'une installation photovoltaïque produise de l'électricité pendant 20 à 25 ans, avec peu de maintenance et une bonne résistance aux intempéries, la sous-estimation de la maintenance peut entraîner une baisse des performances de production à moyen et à long terme avec des interventions coû-



teuses lorsque certains problèmes négligés se manifestent clairement. « C'est pourquoi il est important d'avoir un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui, grâce à une expérience solide et à une compréhension approfondie de toutes les pièces qui composent un système photovoltaïque, peut accompagner l'acheteur sur un chemin qui garantit le rendement maximal de l'investissement », indique, Georges Ablam, ingénieur électrique. « Il est important aussi que les bénéficiaires alertent immédiatement en cas de panne pour garantir une intervention rapide de leurs techniciens », ajoute-t-il.

Joseph

FORUM PRÉSIDENTIEL DE LA JEUNESSE

Les jeunes de la Région maritime font leur recommandation

La prise en compte des préoccupations des jeunes qui feront objet du Forum présidentiel de la jeunesse qui aura lieu dans la première quinzaine du mois d'avril 2018, est à sa dernière phase. Après les jeunes d'Atakpamé, Kara, Sokodé, Kpalimé, ceux de la région maritime venus d'horizons divers ont échangé mercredi à Lomé sur l'Entrepreneuriat et auto emploi des jeunes, Jeunesse, citoyenneté et éthique de la responsabilité, Jeunesse, environnement et développement durable.



flexions, formuler des recommandations saluaires et constructives qui feront objet de discussion en avril prochain pour la construction de ce pays », a indiqué Piyalo Yosso, la Présidente des jeunes de la région maritime. Dans son développement, le deuxième Vice-président du comité national du Forum présidentiel de

la jeunesse John Kameti Ati, est convaincu qu'au sortir de la rencontre préparatoire, la jeunesse qui constitue la force motrice de tout développement, pourra faire des réflexions et stratégies nouvelles pour enrichir le forum en vue. Pour rappel, c'est le 3 janvier 2018 que le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé dans son traditionnel message à la nation annonçait la tenue de ce forum sur leur préoccupation et leur responsabilité. Aux dernières nouvelles, il lancera les travaux dudit forum mais aussi prendra part aux activités avec les 3000 jeunes qui prendront part au forum. Ce Forum se veut un espace d'échanges sur toutes les dimensions de la politique nationale de jeunesse au Togo. C'est un moment de diagnostic et de capitalisation des acquis et leçons apprises de la mise en œuvre des différentes stratégies, programmes et projets visant la promotion de la jeunesse et surtout du dialogue, de partage et de réflexion sur des orientations nouvelles pour une politique pertinente et une gouvernance multisectorielles efficace de mise en œuvre.

Quatrième du genre après le forum national de 2011 et les fora régionaux de 2016, ces rencontres débutées le 9 mars dernier sont organisées par le ministère du Développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes. Objectif, donner l'opportunité à un large spectre de jeunes et aux acteurs locaux de s'exprimer sur les différentes initiatives du gouvernement et des partenaires au développement pour l'autonomisation et le bien-être des jeunes. L'occasion est enfin donner aux jeunes de la région maritime pendant les deux (2) jours, d'échanger sur les stratégies, programmes et projet de lutte contre la pauvreté, la précarité et le chômage en prenant en compte les spécificités de la région maritime au regard de la réalité vécue quotidiennement à soumettre au Président de la République en avril prochain. « L'intention du chef de l'Etat, d'échanger avec nous les jeunes est une main qui nous est tendue. Nous avons l'obligation de la saisir parce que nous avons des problèmes d'employabilité, de citoyenneté, etc. Nous allons faire des ré-

A. J

FONDS VERT CLIMAT

Le programme-pays nécessite 1,570 milliards de dollars (US)



Le Togo avec l'appui du Centre de Suivi Ecologique souhaite disposer de son programme Fonds vert pour le climat (FVC) ce qui tracera la voie pour une mobilisation accrue de la finance climatique. Le programme pays du FVC est un instrument de négociation pour l'accès aux financements nécessaires à la mise en œuvre des projets d'adaptation ou d'atténuation pour les douze années à venir notamment à l'horizon 2030. « Ce programme pays rejoint tous les objectifs déjà poursuivis par les autres programmes nationaux et politiques établis dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques. Les priorités du Togo correspondent à 05 projets d'adaptation et 04 d'atténuation pour un horizon de programmation retenu en 2030 », explique le point focal national du FVC au Togo, AGRIGNA Esso-Sam. L'ambition des autorités togolaises est d'accroître la prise de conscience écologique pour privilégier des solutions qui préservent l'environnement dans le cadre de la relance économique. Le programme pays Togo apprécie les domaines d'investissement climatiques pour une période de plus de 10 ans afin de disposer d'un portefeuille de projets prêt à être soumis au fonds pour financement. A préciser que les tranches de programmations sont de 5 ans

à l'exception de la première tranche qui s'étendra de 2018 à 2020 soit un peu moins de trois ans. Le programme tel qu'établi commande des investissements totaux de l'ordre de 1,570 milliards de dollars (US), soit 1,86 pour l'adaptation et 485 millions pour l'atténuation. Pour l'expert dans l'élaboration du programme pays du FVC, M. ROBIN Roland, les chantiers et initiatives définis dans ce programme son en faveur du Togo pour accéder au FVC. Le Directeur de Cabinet du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières, M. KOUDADZE Paul, a fait savoir que les investissements nécessaires pour une réponse adéquate aux diverses problématiques climatiques et environnementales, se chiffrent à coût de milliards. « Le programme pays se veut un cadre d'interaction par excellence entre le Togo et le FVC », a-t-il indiqué. Le Fonds vert pour le climat est créé en 2010 et investit dans des projets climatiques transformationnels dans les pays en développement. Le Togo dans ses efforts de lutte contre les changements climatiques projette réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de 11% de manière inconditionnelle et 20% de manière conditionnelle, pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD).

NATIONALE N° 2

Les riverains ont jusqu'à 30 mai pour libérer définitivement la voie

Le ministre en charge des Infrastructures informe les riverains de la nationale n° 2 des prochains travaux sur ce tronçon. Dans les jours à venir, les travaux seront effectués sur la voie Avépozo-Aného. Ainsi, il est demandé à tous ceux qui occupent illégalement les abords de cette route de libérer les lieux. Ceux-ci ont jusqu'au 30 mai pour libérer définitivement cette voie, puisque les travaux qui s'annoncent imminents.

En janvier 2017, le gouvernement togolais avait obtenu un financement estimé à 96,546 milliards de Fcfa de la Banque Islamique de Développement pour la réhabilitation et le dédoublement de la route Avépozo-Aného. La première phase d'Avépozo à Agbata long de 10 km et d'Agbata à Aného sur près de 20 km. Le projet de réhabilitation et de modernisation de cette route fait partie intégrante du vaste programme de réhabilitation de la route Lomé-Cotonou, des facilitations sur le Corridor Abidjan – Lagos et de protection de

la côte togolaise soumise à l'érosion. Les travaux à réaliser consisteront à la réhabilitation, la modernisation et l'élargissement de la route en 2x2 voies de plateforme qui passe de 10 m à 24m soit une largeur de 2x7m, une bande d'arrêt d'urgence de 2x2m, des trottoirs de 2x2m et d'un terre-plein de 2m. Il s'agira également de construire des ouvrages de protection de la côte, des travaux d'aménagements connexes notamment les terrassements généraux, la construction de la chaussée et son élargissement, la construction des ou-

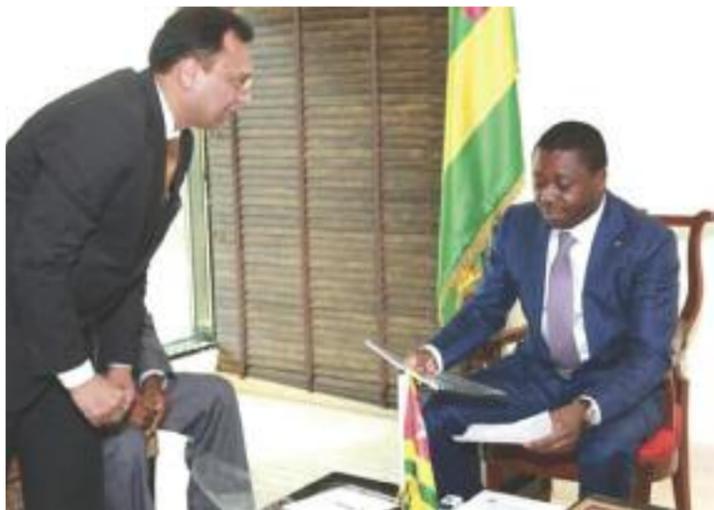
vrages d'arts et de drainage, l'aménagement de la signalisation et de l'éclairage public et la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales. Concernant les ouvrages d'arts, il s'agira principalement de construire deux passages supérieurs de 15 m de portée chacun, de caniveaux latéraux sur une longueur totale de 38754m linéaire, de 2 ouvrages de drainage de type dalot, de 8 exécutoires le long de la section sur une longueur totale de 6 300m linéaires et notamment la construction de 10 passerelles pour piétons.



ATTENTION
TRAVAUX

SOCIÉTÉ

Un hôpital de référence est possible en 2020 au Togo



« Le plus beau cadeau que Faure Gnassingbé peut offrir aux togolais, c'est un hôpital de référence car les structures sanitaires qui existent sont des pourritures et mouroirs », disait un médecin du Centre hospitalier Sylvanus Olympio en 2016 lors du lancement d'une grève par le syndicat des praticiens hospitaliers. La doléance de ce médecin tente de trouver une réponse avec la visite en Inde du Chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé pour le premier Sommet de l'Alliance Solaire Internationale (ASI) le 11 mars dernier. Spécialisé dans la fourniture de matériaux immobiliers et mobiliers va construire un hôpital de référence au Togo. A News Dehli, a eu lieu la signature d'un mémorandum d'entente pour la construction d'un hôpital de référence au Togo entre le Directeur Général de Ping Pong Global, Siddharta Jain et le ministre des Mines et de l'Energie, Marc Ably Bidamon, représentant son collègue de la Santé. « Le mémorandum que nous avons signé concerne le projet de construction d'un hôpital au Togo. Je suis très content de la rapidité avec laquelle le gouvernement togolais a réagi pour mettre le terrain à notre disposition. Nous allons tout faire de notre côté pour commencer la construction le plus tôt possible et nous comptons tout terminer pour qu'il soit opérationnel dans deux ans », a déclaré Siddharta Jain. Dans la sous-région, le Ghana, pays voisin du Togo, dispose seul pour le moment d'un plus grand hôpital construit sur une superficie de 200 hectares.

ASSURANCE MALADIE

L'INAM souhaite étendre la couverture maladie aux exclus du système

La couverture santé universelle apparaît comme le premier élément du socle de la protection sociale. 6 ans après sa création, l'Institut National d'Assurance Maladie (INAM) sent le besoin ferme d'étendre la couverture maladie au-delà des 320 000 bénéficiaires actuellement.

Il s'agit des Veuves/veufs et orphelins d'assurés décédés, des secondes épouses, des enfants supplémentaires dont la taille de ménage dépasse 4 enfants. Les enfants de plus de 21 ans devront aussi continuer à bénéficier de la prise en charge jusqu'à l'âge de 26 ans. « Les conditions de cette disposition pourront se mettre en œuvre dans les prochains mois », a indiqué Myriam Dossou, Directeur Général de l'INAM au cours d'un échange ce vendredi à Lomé avec les assurés et les populations pour recueillir leurs apports et suggestions relatifs à l'élargissement de la couverture aux exclus du système. A la fin, la rédaction horizon news a recueilli quelques propos du DG Myriam Dossou.

Horizon news : Quelle est la nécessité de vouloir étendre la couverture maladie aux exclus du système

Myriam Dossou : L'INAM a commencé avec un régime qui couvre 06 personnes. L'assureur principal, sa conjointe ou son conjoint et 4 enfants bénéficiaires, donc, au total 6 bénéficiaires lorsqu'on a un cotisant. Il est bien connu qu'il existe des familles où on n'a plus que 06 membres et aujourd'hui nous sommes dans la protection sociale qui n'est pas exclusive mais inclusive. Nous avons mené une réflexion à la demande de la plupart de nos assurés (les retraités et les actifs) pour voir dans quelle mesure l'INAM peut intégrer la plupart des exclus du régime notamment les enfants de plus de 21 ans, les secondes et troisièmes épouses, les enfants au-



dela du 4è enfant et puis il y a également une question sur les bénéficiaires de pension et de réversion. Toutes ces problématiques méritaient que nous échangions avec nos bénéficiaires et les populations, je dirai, les assurés qui sont concernés pour pouvoir enrichir notre réflexion afin que la mise en œuvre se fasse de façon assez efficace et sans heurt.

Etes-vous satisfaites des propositions des uns et des autres ?

Myriam Dossou : Absolument, parce qu'ils sont demandeurs et parce que cela fait plusieurs années que la question nous revient. On voit des gens qui arrivent avec un enfant qui vient de passer les 21 ans, n'a jamais été malade mais a 22 ans tombe malade, malheureusement, il n'est plus sous la couverture. Voilà, pourquoi, aujourd'hui, nous nous sommes mis ensemble pour réfléchir. Nous avons effectué des études actuariales pour savoir comment gérer cette catégorie de personnes et nous allons passer ensuite à la phase de mise en œuvre en prenant soin de passer les différentes étapes pour formaliser cette volonté qui est au plus haut niveau exprimé. Le Chef de l'Etat, nous a demandé d'écouter les bénéficiaires, les assurés et de prendre en compte leur préoccupation et interrogation afin qu'on puisse les porter dans un cadre de solutionnement.

Faut-il parler d'une réforme au niveau de l'INAM ?

Myriam Dossou : Ce n'est pas une réforme mais plutôt un processus d'écoute permanente de recherche de solutions et d'inclusion sociale.

Propos recueillis par GADAH Joseph

BAD / Mme Khadidia Diabi confiante de la promotion de l'agro-industrie au Togo

Mme Khadidia Diabi la nouvelle représentante-résidente de la BAD (Banque africaine de développement) au Togo qui a pris ses fonctions à Lomé en septembre dernier a échangé avec le Premier ministre, Komi Selom Klassou. Le portefeuille de la BAD au Togo et les investissements de la Banque dans le pays ont été au centre des entretiens. La BAD accompagne le Togo sur le Projet de développement des agropoles au Togo (PRO-DAT) conçu pour développer des zones de transformation agroalimentaires dans le pays. « Nous travaillons sur ce projet

dont l'aboutissement interviendra au cours de l'année. Nous espérons que, non seulement, cela va transformer le paysage de l'agriculture dans le pays mais qu'il sera aussi une source d'opportunités d'emplois pour les femmes, les jeunes et plus globalement le monde rural », a-t-elle déclaré. Les autorités togolaises ont décidé de promouvoir la création d'une agro-industrie à travers le Mme Khadidia Diabi est le second représentant de la BAD au Togo et succède à Serge Marie N'Guessan. La BAD a ouvert son siège en 2011 au Togo.



TOURISME

Le Tourisme togolais exposé à la 52ème édition du SALON INTERNATIONAL DU TOURISME ITB, A BERLIN

Du 07 au 11 mars prochain, pour la 2ème année consécutive, le Togo était à la 52ème édition du salon ITB de Berlin, un des importants rendez-vous professionnel du tourisme mondial en Europe où sont attendus environ 180.000 visiteurs dont 108.000 professionnels du secteur. La délégation togolaise est composée de fonctionnaires du Ministère de l'Industrie et du Tourisme, de directeurs d'agences togolaises de voyages et de tourisme avec l'appui de son Excellence, Monsieur Michel DAGO, ambassadeur du Togo à Berlin.

Pour cette participation, le pays de l'or de l'humanité, souhaite ainsi réaffirmer la présence du Togo sur le marché allemand, un allemand en l'Afrique de l'ouest, on peut encore découvrir les vestiges matériels (sites, infrastructures et bâtiments d'époque....) jours, la délégation d'administrateurs et de professionnels privés du tourisme s'est attelé à renforcer les liens commerciaux entre



des marchés pourvoyeurs de touristes internationaux en direction du pays en raison des liens historiques entre l'Allemagne et le Togo. Dans cette ancienne colonie qui sont encore vivaces et constituent l'une des motivations des voyages de découverte et des séjours d'agrément de la clientèle germanophone. Durant ces 05 les Tours Opérateurs allemands et européens qui programment déjà le Togo dans leurs catalogues de vente et à en convaincre d'autres de s'intéresser à la

Destination Togo. A la fin du salon, la délégation togolaise a noté avec satisfaction que la plupart des visiteurs sur le stand se sont intéressés à la situation géographique du Togo et aux conditions à remplir pour s'y rendre notamment le visa et les billets. « Des questions sur la sécurité dans la pays ainsi que les attraits touristiques au Togo ont également fait l'objet des échanges avec les visiteurs pour la plupart des allemands et des pays de l'est. On note des opérateurs et Médias spécialisés qui ont fait des tours en vue de recueillir des informations pour la promotion de la destination dans leur organe ou catalogue », indique la délégation togolaise. Le Togo dispose d'innombrables atouts touristiques à faire prévaloir sur ce marché tels que la variété de paysages du sud au nord à savoir la mer, les plages de sable fin, les forêts et les cascades d'eau rafraîchissante, les savanes et les parcs d'animaux, la diversité du patri-

moine culturel ainsi que l'accueil et l'hospitalité des togolais. Le gouvernement togolais entend franchir la barre des 500 000 touristes avant 2020, créer des milliers d'emplois, augmenter les recettes hôtelières (36 milliards en 2016) et améliorer l'apport du tourisme au PIB. Pour atteindre cet objectif, le 27 février dernier, en Conseil des Ministres, le gouvernement a été adopté, le projet de création d'une Agence Nationale de Développement du Tourisme (ANDT). Elle aura pour missions de piloter et d'exécuter les projets du département, de positionner la destination touristique togolaise à l'échelle locale, régionale et internationale, d'utiliser les avantages comparatifs du pays pour hisser la destination Togo parmi les leaders en Afrique de l'Ouest et de fournir des résultats tangibles sur les indicateurs de développement touristique du Togo.

Ahoefa

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Vivendi et Canal + lancent CANALBOX, le meilleur réseau très haut débit en fibre optique

GVA Togo, filiale du groupe Vivendi Africa, spécialisé dans la fourniture d'accès internet Très Haut Débit, nouvel acteur sur le marché des télécommunications, lance ce 22 mars Canalbox son offre internet Très Haut Débit à destination du grand public et des entreprises togolaises. Avec son réseau en fibre optique jusqu'au domicile (FTTH - Fiber to the Home), GVA se lance dans les services haut de gamme, la meilleure technologie d'accès à inter-

net au monde. En juin 2017, le gouvernement togolais accordait sa « première » licence d'exploitation FAI de très haut débit à GVA Togo. Cette licence d'exploitation devrait permettre au FAI de déployer la fibre optique TTH (Fiber to the Home - Fibre jusqu'à l'abonné) sous 9 mois, donc au plus tard à la fin de ce mois. Désormais, à la maison, plusieurs personnes pourront en même temps télécharger des films et des séries, partager des photos et vi-

déos avec des amis en un instant, communiquer en visio-conférence en toute facilité, regarder leurs programmes préférés en direct. Dès ce jour, les habitants des premières zones éligibles pourront souscrire aux offres disponibles dans le réseau de distribution du partenaire commercial, CANAL + TOGO. De nombreux quartiers suivront très prochainement. En offrant un service ultra-performant et en démocratisant l'accès au Très Haut Débit, l'arrivée de

CANALBOX devrait être une excellente nouvelle pour tous les foyers. Dans la capitale, les équipes sont à pieds d'œuvre pour construire le meilleur réseau de télécommunications. Le gouvernement togolais est persuadé que l'accès à l'internet Très Haut Débit est un facteur-clé du développement économique et social. Cette opportunité est alignée avec le Plan Stratégique Numérique visant à transformer le pays en véritable pôle régional pour



les infrastructures digitales.

MÉDIA

Canal + Togo fait de ses abonnés des heureux gagnants

« Je suis très heureux de remporter par simple réabonnement un Smartphone », a laissé entendre, Awoutey Kodjovi Charles, l'heureux gagnant des 10 lauréats du premier tirage des abonnés Canal + Togo le 19 mars dernier à son siège.



L'initiative vise à recomposer à chaque fin de semaine, dix abonnés de Canal+ sélectionnés par tirage au sort en présence d'un huissier de justice et un représentant de la Loterie nationale togolaise (LONATO). « Canal+ essaie de trouver un moyen de récompenser ses meilleurs abonnés, soit par la qualité de ses offres, mais, il a été judi-

ciaux de trouver également une occasion de donner une chance supplémentaire aux abonnés de gagner différents cadeaux », a expliqué, Alexandre COHEN, Directeur Général de Canal+ Togo. Les lots sont composés de téléviseurs, décodeurs HD, Smartphones, bons d'achats et bien d'autres choses. Ce jeu de tirage devrait permettre à plus de 100 abonnés Canal+ de gagner au cours des trois mois à venir, diverses récompenses dont une voiture Citroën C3 d'une valeur de 13 millions de FCFA.

La Rédaction

FINANCES

Le Togo mobilise environ 61,8 milliards FCFA avec l'émission d'un emprunt obligataire

Selon, le ministère de l'Economie et des Finances, lors de la mission de revue du programme du Togo par l'équipe du Fonds Monétaire International (FMI) tenue à Lomé du 23 au 30 octobre 2017, il est ressorti de l'évaluation que le taux d'endettement du pays se situe à 71,7% du PIB, proche du ratio de 70% du PIB retenu dans l'espace UEMOA. Conformément à la volonté du gouvernement togolais de poursuivre l'apurement de la dette intérieure commerciale dans l'optique de dynamiser l'activité économique à travers le secteur privé, le FMI a autorisé l'émission d'un emprunt obligataire à cet effet. Sur cette base, le trésor public a lancé un appel public à l'épargne pour un montant de 60 milliards F CFA qui a connu un franc succès, le montant mobilisé étant ressorti à 61,8 milliards F CFA.

Les ressources mobilisées conformément au budget 2018, devraient permettre à l'Etat togolais de payer des arriérés de la dette publique intérieure et de mobiliser des ressources destinées au financement des projets porteurs de croissance. « Le budget exercice 2018 sera consacré essentiellement à l'assainissement des finances publiques, à l'accélération de la croissance et la prise en charge de la demande sociale », avait indiqué Sani Yaya, ministre de l'économie et des finances. Le budget de l'Etat togolais pour l'année 2018 s'équilibre en recettes et en dépenses à 1.321,9 milliards de francs Cfa.

CONSULTEZ NOS INFORMATIONS
EN LIGNE SUR
www.horizon-news.net

ENERGIE

Coffret de comptage, la bonne nouvelle de la CEET aux locataires

Comment trouver une solution aux problèmes de surfacturation d'électricité entre les locataires et les prioritaires des concessions ? La Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) annonce à partir du second semestre de cette année, la mise à disposition d'un coffret de comptage constitué d'un ensemble de regroupement de compteurs protégés



(ERCP). Ce dispositif peut abriter six à douze compteurs à prépaiement, une solution adéquate au raccordement de concessions comprenant plusieurs chambres et appartements en location. Dorénavant, chaque colocataire pourra avoir son compteur identifié par la CEET. L'ERCP est une offre à prépaiement et de réduction des factures impayées. « Cette solution offre pour le consommateur un maximum de transparence et devrait permettre d'éviter les disputes liées à la répartition des consommations et aux problèmes de collecte de revenus par les colocataires utilisant le même compteur », explique Mawussi Kakatsi, le Directeur Général de la CEET. Combinée aux multiples facilités qu'offre déjà la CEET, notamment la possibilité de se faire raccorder contre le paiement échelonné des frais en six mois ou la réduction de 30% des frais de raccordement, cette solution devra permettre de juguler le phénomène des raccordements illicites et d'éviter leurs conséquences néfastes.

EDUCATION

Des jeunes allemands revisitent l'histoire entre le Togo et l'Allemagne

Le Togo, pays situé en Afrique de l'Ouest fut une colonie allemande appelée le Togoland. Pour s'imprégner de l'histoire et avoir une connaissance approfondie de ce pays, les élèves de la classe de Seconde de l'École Gerhard-Rohlf-Oberschule de Brême (Allemagne) ont effectué une visite d'échanges et de partages le 14 mars dernier à l'ambassade de la République togolaise à Berlin en présence de l'Ambassadeur du Togo en Allemagne, SEM Bayédzè Komi DAGOH. Ces lycéens ont profité de l'occasion pour suivre un exposé sur le Togo-allemand, la projection d'un court métrage sur le tourisme et une exposition d'objets d'art. Cette visite se veut un renforcement des capacités des jeunes allemands en vue d'une valeur ajoutée à leurs connaissances générales sur le Togo. L'initiative est à mettre à l'actif de M. Eklou Kodzo ATTOHOUN, Prof. De mathématiques à l'École Gerhard-Rohlf-Oberschule de Brême.

INFRASTRUCTURES

104 km de route a réhabilité grâce au Programme d'Appui aux Populations Vulnérables

Au Togo, le Programme d'Appui aux Populations Vulnérables (PAPV) se propose de réhabiliter et de réaménager 104,3 km de pistes rurales et de voirie urbaine dans 4 préfectures, à savoir Agou, Anié, Tône et Bassar. Dans le détail, la préfecture d'Agou devrait voir 23,1 km de voies aménagées, Avétonou-Messiobé-Kologan-Agokpala. Celle d'Anié se voit attribuer 40 km à raison de 6 km de voie urbaine en terre de la ville d'Anié, 19,5 km (sucrerie d'Anié- Gamé-Bato) et 14,5 km (Sucrerie d'Anié-Gamé-Bato). A cette étape, le PAPV devrait prendre en charge 25,2 km dans

la préfecture de Tône, comprenant 9,2 km de voirie urbaine en terre dans la ville de Dapaong et 16 km de pistes (carrefour Siborti-USP-Dampiong + bretelle de Yanyane). La Préfecture de Bassar, pour sa part, devrait s'en sortir avec 16 km de pistes rurales. Les travaux de réhabilitation et d'aménagement de ces infrastructures socioéconomiques de base seront financés par une partie du fonds sur le Budget de l'Etat, Gestion 2018. Ils portent plus précisément sur le reprofilage, le rechargement, l'élimination des points critiques et ouvrages d'assainissement.

SOCIÉTÉ

Le Réseau Diaspora Force de Développement du Togocroît au changement par le développement

08 corps de métiers composés de 40 jeunes (menuiserie, mécanique deux roues, couture, maçonnerie, ferrailleur, coiffure, photographie, coiffure "homme") du canton de Togblekopé ont bénéficié d'une remise de don de matériels de travail du Réseau Diaspora Force de Développement du Togo. Cette initiative en collaboration avec le ministère du développement à la base entend soutenir les jeunes en situation de précarité et dont l'accès à l'emploi constitue une véritable aubaine. Il s'avère indispensable face aux défis d'émergence que la diaspora togolaise à l'instar des autres sur le continent et d'ailleurs, accompagne le gouvernement dans sa politique du développement socioéconomique. « Nous pensons qu'il faille soutenir le mandat social du chef de l'état et de son gouvernement car le développement harmonieux du Togo doit passer par les jeunes. On peut continuer le changement par le développement. », a laissé entendre Denis KOUODOAGBO, Coordinateur du Réseau Diaspora Force de Développement du Togo. En février dernier, le Réseau



Diaspora Force de Développement du Togo a offert à 250 jeunes artisans en fin de formation du canton Vakpossito à Agoè-Nyivé des kits de travail. Le réseau «Diaspora Force de Développement du Togo » est composé des Togolais vivants en France, aux USA, en Belgique, en Italie, au Maroc et en Allemagne. Au total, ce sont de 8 catégories de métier.

Ahoefa

RÉVEILLONS L'AVENIR ICI

Réduire l'analphabétisme culturel

Du 25 au 28 février a eu lieu à Dapaong la 10e édition du projet Réveillons l'Avenir Ici. Une initiative qui entend réduire l'analphabétisme culturel. La ville de Dapaong a accueilli du 25 au 28 février la dixième édition de l'événement Réveillons l'Avenir Ici (RAI). Ce projet rassemble en prestation sur scène, des acteurs divers, non pas professionnels mais de jeunes prometteurs adeptes des arts tels que la musique, la mode, l'art plastique, la danse et l'humour. Excursion à l'intérieur du Togo à la découverte de ses richesses, formations, donations et échanges culturels ont été au cœur de cette 10e édition du RAI. Des ateliers d'écriture, des initiations à la teinture du fil de coton et au batik, l'eco jogging et des découvertes touristiques ont été au menu. Le projet RAI connaît avec cette 10e édition la fin de la réalisation de sa première partie. En effet, selon les organisateurs, cette initiative devait depuis son lancement être arrêtée à la 10e édition. « Nous allons procéder à la réalisation de divers

supports de communication dont le phare sera un documentaire et ensuite projeter de prochaines éditions en transitant de projet vers le statut d'association puis d'ONG. Nous aurons donc au moins deux ans de silence de terrain pour tout faire », indique Elinam alias Eli Dush, planificateur événementiel et coordinateur général de Events Partners, structure promotrice de cet événement. Avec le projet RAI ce sont des dizaines d'artistes tous genres confondus qui ont pu éclore leurs talents. « En termes de bilan, nous pouvons dire que nous avons du positif. Notre but qui est de réduire l'analphabétisme culturel se voit peu à peu atteint au travers de chaque édition. Les bénéfices de ce projet sont pour la plupart individuels. Par exemple un artiste qui va pour la première fois en studio d'enregistrement de musique grâce au projet Réveillons l'Avenir Ici », a affirmé Elinam alias Eli Dush qui ajoute que le projet a permis la production de quelques albums de chansons.

ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT

Récépissé N° 0494/ 08 / 04 / HAAC

Directeur de Publication
Joseph GADAH
(228) 90 30 85 10

Rédaction
Joseph
Ghislain
Raissa

Imprimerie
La Colombe

Infographie
Benjamin K. Tchabi
90369796

Tirae
2000 Exemplaires

Comment se porte l'économie africaine?

SÉNÉGAL

En cinq ans, l'AFD a investi 150 millions d'euros dans le secteur agricole

«Au total, c'est quelque 150 millions d'euros, soit un peu plus de 100 milliards de FCFA que l'Agence française de développement a injecté dans l'agriculture sénégalaise depuis 2012», a déclaré l'ambassadeur français au Sénégal, Christophe Bigot au Salon international des industries et techniques agro-alimentaires (SIAGRO). Cet engagement français explique l'importance que la France accorde à sa coopération avec le Sénégal. «Le Sénégal est le 17^e pays prioritaire de la France avec une coopération sur le plan culturel, économique, politique et d'aide publique au développement. La période 2007 à 2017, l'AFD a approuvé un total de 55 opérations en faveur du Sénégal pour un montant de 1,3 milliard d'euros, soit environ 856,4 milliards de francs CFA.

CEDEAO

La Chine va construire le nouveau siège à 31,6 millions de dollars

Après l'UA, la Chine va construire le nouveau siège de la CEDEAO. Selon le mémorandum d'accord signé le 14 mars, le nouveau siège pour l'organisation communautaire ouest-africaine devrait coûter 31,6 millions de dollars. Dans le détail, le plan de la nouvelle bâtisse comprend des bureaux et un centre de conférences, ainsi que des installations routières, du matériel électrique, des zones stationnements et des postes de sécurité. En plus du financement et de la réalisation du nouveau siège, la Chine devrait se charger de la maintenance du bâtiment et du matériel qui y sera installé pour une durée de trois ans après son inauguration. Le projet de construction d'un nouveau siège par la CEDEAO a été annoncé en 2012, mais a buté sur la question du financement, avant de resurgir ces derniers temps grâce notamment à l'appui de Pékin. La Chine est déjà engagée sur plusieurs fronts de construction en Afrique. L'Empire du Milieu est notamment l'auteur du siège de l'Union africaine à Addis-Abeba, et des ingénieurs sont actuellement à pied d'œuvre pour la construction d'un nouveau Parlement en République du Congo, au Togo et pour la rénovation de celui du Gabon.

BAD

Les Assemblées annuelles 2018 annoncées en Corée du 21 au 25 mai

Busan nommée la « ville intelligente » de la Corée accueillera les prochaines Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement, du 21 au 25 mai 2018 placées sous le thème « Accélérer l'industrialisation de l'Afrique ». Le vice-Premier ministre coréen chargé de la Stratégie et des finances, Kim Dong-yeon indique que ces Assemblées sont l'occasion, pour son pays, d'approfondir ses relations avec la Banque africaine de développement, mais aussi avec les gouvernements et le secteur privé africains. La Corée est désireuse d'élargir son engagement stratégique avec l'Afrique et développer une plate-forme d'échange et d'apprentissage, qui permettrait aux jeunes professionnels coréens talentueux de mettre leurs compétences au service des secteurs public et privé des différents pays membres de la banque. La Corée souhaite mettre à l'actif du continent noir sa technologie industrielle des drones et le développement de plateformes en faveur de l'intelligence artificielle, de la robotique et de la transition dynamique vers une économie du savoir. La Corée s'intéresse également à l'Africa Investment Forum que la Banque organise en novembre 2018, une occasion qui devrait ouvrir la voie aux investissements et au développement en Afrique tels que la promotion et l'efficacité des réseaux routiers nationaux équipés à la fois de la vidéosurveillance, les données, le cloud computing (informatique dématérialisée), les drones et la simulation en temps réel pour offrir un réseau routier efficace. La Korea Expressway Corporation a perçu près de 4 milliards de dollars de péages en 2017.

50 MILLIONS D'EUROS POUR LA CAMPAGNE DE NICOLAS SARKOZY

Entre l'alibi des tableaux de Guéant et la piste de l'argent libyen : C'est l'épreuve de vérité !

Mouammar Kadhafi avait-il promis 50 millions d'euros pour la campagne de Nicolas Sarkozy ? Une partie est-elle arrivée en France ? "Oui", avait prétendu le dictateur libyen, dans une interview accordée à une journaliste du Figaro en mars 2011. "C'est moi qui l'ai fait arriver au pouvoir en France, nous lui avons donné le financement nécessaire", explique, Mouammar Kadhafi, le guide lybien. La somme de 50 millions d'euros venue de Tripoli est avancée, mais les preuves tangibles font défaut et Nicolas Sarkozy a toujours rejeté ces accusations. Ces derniers jours la justice française a-t-elle rassemblé suffisamment d'éléments pour inquiéter le candidat victorieux de la présidentielle 2007 ?

Ce qui est sûr, Nicolas Sarkozy est en pleine audition depuis le 20 mars dans les locaux de la police judiciaire de Nanterre, près de Paris, où l'ancien président français est interrogé sur des soupçons de financement libyen de sa campagne présidentielle de 2007. L'authenticité du document officiel libyen révélé en 2012 par Mediapart et attestant d'un accord de financement de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007, à hauteur de 50 millions d'euros, n'est pas contestée par la justice française. C'est le sens de l'ordonnance de non-lieu rendue, le 30 mai 2016, au bénéfice de Mediapart par les magistrats chargés d'instruire la plainte de l'ancien président pour faux et usage de faux. Ce dossier a prospéré grâce

à des témoignages et parfois des déclarations fracassantes. « Nicolas Sarkozy doit rendre l'argent », lançait ainsi l'un des fils de Mouammar Kadhafi, Saïf al-Islam, en 2011. Une note des renseignements libyens est ensuite apparue, laissant entrevoir un possible financement illicite. Un homme sulfureux déclare avoir aussi joué les intermédiaires : Ziad Takieddine, mis en examen dans un autre dossier, affirme avoir transporté à au moins trois reprises des valises pleines de billets entre Tripoli et Paris. "C'était pour financer la campagne de Nicolas Sarkozy", répète-t-il depuis des années. Un autre homme intéresse la justice : Alexandre Djouhri, un franco-algérien arrêté récemment à Londres (Royaume-Uni). Il est suspecté d'avoir été l'un

L'UNION AFRICAINE FACE AUX DÉFIS DU LIBRE-ÉCHANGE

Le Togo « signe ». Le Nigéria «s'abstient » et refuse l'ouverture de son marché au reste du continent

44 pays africains ont signé mercredi à Kigali, au Rwanda lors du sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA), du 17 au 21 mars. Les chefs d'État africains ont signé l'accord-cadre de la Zone de libre-échange continentale (ZLEC), à l'occasion du projet ambitieux, dont les modalités ne font pas encore totalement l'unanimité. Le Togo par son ministre des Affaires Etrangères, de la coopération et l'intégration africaine, Robert Dussey a paraphraser les trois accords qui consacrent la création de la Zlec.



Le traité a pour ambition d'intégrer les 54 pays africains dans une zone de libre-échanges commerciaux. Il vise aussi à regrouper à terme les différentes zones régionales commerciales, à savoir la SADC, la communauté de développement de l'Afrique australe, la CEDEAO, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest.

Des absences : Coup dur, le Nigéria du président Muhammadu Buhari par un communiqué a annoncé depuis le 18 mars, son absence à la rencontre continentale. « Monsieur, le président ne voyagera plus vers Kigali pour cet événement parce que certains actionnaires nigériens ont fait savoir qu'ils n'ont pas été consultés », explique ainsi le texte, qui met en avant « quelques réticences quant aux conditions de ce traité ». Muhammadu Buhari, a dû se plier aux desideratas des plus grandes organisations syndicales du pays. Le "Labour Congress" par exemple, s'est clairement opposé à l'ouverture du marché nigérian au reste du continent. "Nous sommes choqués par le manque de consultation dans ce processus", a déclaré, cette semaine, le secrétaire général du NLC, Ayuba Wabba. Les organisations syndicales qualifient ce le traité de libre-échange continental de dangereux et de radioactif. Selon, certains observateurs, l'absence du président d'une des plus importantes économies du continent semble être révélatrice des points de friction qui

persistent autour de l'accord. A en croire plusieurs analystes économiques, le retrait du Nigeria n'est pas bon signe. Surtout, qu'après son entrée en vigueur, le traité de libre-échange pourrait regrouper les 54 pays africains et donc les différents blocs régionaux commerciaux. Ce projet va-t-il prospérer en dépit de l'absence du Nigéria, pays le plus peuplé avec environ 190 millions d'habitants et premier producteur de pétrole en Afrique ? Depuis la récession économique qui secoue son pays, suite à la chute du prix du baril du pétrole sur le marché international, le président Muhammadu Buhari a adopté une politique économique considérée comme étant ultra-protectionniste. Pour stimuler la production, le numéro un Nigérian a fait interdire de nombreux produits interdits à l'importation. Parmi les non-signataires, on trouve notamment l'Erythrée, le Burundi, la Namibie et la Sierra Léone. A peine 16% du commerce des pays africains s'effectue avec d'autres pays du continent loin derrière l'Asie (autour de 50 %) et l'Europe (près de 70 %). Ajoutons que la création de la Zlec, concerne tous pays membres de l'UA avec un PIB cumulé de 2.500 milliards de dollars. Ce projet, un des étendards de l'agenda 2063 de l'UA. L'UA estime que l'élimination progressive des droits de douane entre membres de la Zlec permettra d'augmenter de 60% d'ici à 2022, le niveau de commerce intra-africain.

des intermédiaires entre la Libye et la France. Son nom apparaît dans une curieuse transaction : 500 000 euros versés sur le compte personnel de Claude Guéant, l'ancien ministre de l'intérieur de Nicolas Sarkozy via une banque en Malaisie. S'agit-il, comme le prétend l'ancien ministre de Sarkozy, du fruit de la vente de deux tableaux d'un peintre flamand ? Ou ces 500 000 euros ont-ils un lien avec le supposé financement libyen ? Claude Guéant affirme aujourd'hui n'avoir jamais vu un centime venant de Tripoli.

Selon Mediapart, alors que l'ancien ministre de l'intérieur assure avoir obtenu, en 2008, 500 000 euros de la vente de deux tableaux d'un maître néerlandais, les investigations révèlent que le banquier soupçonné d'avoir effectué le virement en sa faveur, Wahib Nacer, était l'un des gestionnaires des comptes de Bachir Saleh, le patron du puissant fonds d'investissement libyen en Afrique. Selon, autre révélation

de Mediapart, le 27 février 2013, la justice découvrait lors d'une perquisition que l'ancien ministre de l'intérieur avait reçu en 2008 un virement de 500 000 euros lui permettant de s'acheter l'appartement de ses rêves, rue Weber, dans le XVI^e arrondissement de Paris. L'alibi de Claude Guéant consistait à certifier qu'il avait vendu deux tableaux du maître flamand Andries van Eertvelt (1590-1652) quelques semaines plus tôt : Vaisseau de haut bord par mer agitée et Navires par mer agitée – des peintures à l'huile sur bois de 19,8×36,4 cm.

Trois possibilités existent pour Nicolas Sarkozy à l'issue de sa garde à vue, qui prend fin ce 22 mars à 8h du matin. Si les éléments à charge sont décrétés trop filandreux, mal étayés et hypothétiques, l'ancien président français ressortira libre. Il peut aussi être reconvoqué à une date ultérieure. A l'inverse, si le dossier est solide, l'ancien maire de Neuilly sera alors



présenté aux juges d'instruction afin d'être mis en examen. Il faut noter, que ce serait, dans ce cas, Nicolas Sarkozy donc inculpé pour la troisième fois, après les affaires

Bygmalion et Paul Bismuth. Il s'agirait d'un scénario inédit pour un ancien chef de l'Etat en France.

Jacob

ENTREPRENARIAT

Quatre conseils d'Aliko Dangote pour qui veut entreprendre en Afrique

De l'interview accordée par Aliko Dangote (l'homme d'affaires No 1 en Afrique) au média américain Bloomberg, on a essentiellement retenu son plan d'investir jusqu'à 50 milliards \$ en Europe et aux USA. Mais une autre chose importante est passée presque inaperçue, ce sont les conseils que le milliardaire nigérian a dispensés, et qui pourraient servir à tout africain qui souhaiterait entreprendre et réussir.

1- Toujours s'assurer que le produit ou le service qu'on offre répond à un besoin
Subtilement Dangote l'a fait savoir, lorsqu'il dit : « Ce que j'ai relevé, c'est que la majorité des pays africains importaient du ciment. La meilleure approche, ai-je pensé, serait de permettre à l'Afrique de répondre elle-même à ses besoins d'infrastructures en devenant autosuffisants », a-t-il fait savoir.

2- Ne pas avoir peur de remettre en cause les acquis

établis
Ce conseil de Dangote vient de l'environnement nigérian, dans lequel tous les grands entrepreneurs et riches hommes d'affaires ont des intérêts dans le pétrole amont. « Dangote n'a jamais fait des affaires dans le pétrole, ce qui prouve que vous n'êtes pas obligés d'être dans ce secteur. Au Nigeria, le pétrole a vraiment endommagé notre façon de penser. Tout le monde y pense, au pétrole, au pétrole. Et nous sommes une entreprise qui avons réussi sans forcément y

être. » a-t-il indiqué.

3- La passion est au cœur de tout
Dangote sur ce point, rappelle que son idée de construire une raffinerie date de 2005, alors qu'il n'avait encore aucune visibilité. « Nous ne voulons pas écouter les critiques, car leurs intentions sont de nous détruire. Nous utilisons notre propre argent. C'est le projet de ma vie. Je dois le sauvegarder pour m'assurer qu'il sera bien exécuté », a-t-il fait savoir, avant de rappeler que l'Afrique de



l'ouest ne peut pas compter 350 millions d'habitants et continuer à tout importer, alors qu'elle dispose de tous les atouts pour produire.

4- Toujours stimuler son appétit pour le succès
C'est à ce moment que le milliardaire nigérian a présenté son ambition européenne et

américaine. Mais au passage, il déclare: « Notre stratégie commerciale a toujours été comme ça, oui. Nous ne voulons pas être n° 2 dans tout ce que nous faisons. Nous voulons être le n° 1. Au pire des cas, nous pouvons être n° 2, mais tout en cherchant à devenir le numéro 1. »

ONOMO HOTEL LOME

VENEZ CHEZ NOUS, VOUS VOUS SENTIREZ COMME CHEZ VOUS

www.onomohotel.com onomo.lome@onomohotel.com
TEL: (229) 22 51 51 00 - 22 51 51 00 / FAX: (229) 22 51 51 00

LE RENDEZ-VOUS DE LOME

RESTAURANT OUVERT 24/24

NAVETTE CONNECTÉE

WI-FI HAUT DÉBIT GRATUIT